

Notice biographique
Claude A. Edwards
1916 – 2010

Né à Toronto, où il a fait ses études, Claude Edwards a eu une carrière longue et distinguée qui lui a permis d'influencer un grand nombre de personnes et d'organismes. Après avoir servi dans l'Aviation royale du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale, tant au pays qu'au Royaume-Uni et en Europe continentale, Claude Edwards a travaillé pour la Direction de la réadaptation et du bien-être (Rehabilitation and Welfare Branch) du ministère des Anciens Combattants avant d'être élu président fondateur de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, en 1966. Au cours des 10 années où il a occupé ce poste, il a vu



l'avènement des négociations collectives et les premières grèves de la fonction publique; sont aussi arrivées les augmentations de salaires basées sur le coût de la vie, de même que les mesures de contrôle des prix et des salaires. Il a été nommé par la suite à la Commission des relations de travail dans la fonction publique, où il est resté sept ans.

Syndicaliste réputé, il a noué en 1971 des liens de collaboration qui ont duré près de 30 ans avec le conseil d'administration de l'Université Carleton, où il a siégé comme membre de comité et à titre de président du conseil. En 1996 a été créée la bourse Claude A. Edwards, attribuée à des étudiants méritants, plus âgés que la moyenne et fréquentant l'Université à temps plein, qui ont besoin d'une aide financière afin de poursuivre leurs études. M. Edwards lui-même s'est vu décerner un doctorat honorifique en droit de l'Université Carleton en 2001.

Au cours de ces trois décennies, il a fait partie de nombreux autres conseils et regroupements, comme le Conseil national mixte, le Congrès du travail du Canada, le Conseil économique du Canada et le Conseil canadien des relations du travail (Canada Labour Relations Council).

Il avait 60 ans lorsqu'il a été nommé officier de l'Ordre du Canada, en 1976, pour son travail infatigable. Il a néanmoins continué d'ajouter à sa liste de réalisations en demeurant au service de la collectivité, en qualité de président du Conseil régional de santé du district Ottawa-Carleton aussi bien que de membre du Conseil du président de l'Hôpital Civic d'Ottawa et de la Fondation de la Société d'aide à l'enfance.

En 1989, il a accepté un dernier rôle officiel en devenant président national de l'Association nationale des retraités fédéraux. Au cours des neuf années où il a exercé ces fonctions, il a été un défenseur de tout premier plan non seulement des retraités, mais de l'ensemble des personnes âgées du Canada. Comme représentant des retraités de l'administration fédérale, il a largement contribué à ce que soit mis en place un régime de soins dentaires à leur intention. À titre de président de la Coalition d'aînés en matière d'équité sociale, il a fait campagne pour la création d'un ministère des aînés et préconisé des mesures favorisant une vie saine.

« Les amis que je me suis faits au travail et par mon activité de militant, ce sont eux qui me gardent jeune, et tous les aînés devraient se donner pour but de rester jeunes », a déclaré Claude Edwards avant de démissionner comme président national de l'ANRF, en 1998.